

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30783]

**22 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij verbindend wordt verklaard de beslissing van de Centrale paritaire commissie voor het gesubsidieerd officieel niet-universitair hoger onderwijs van 30 augustus 2017 betreffende het kaderarbeidsreglement bestemd voor het bestuurs-, onderwijzend, opvoedend hulppersoneel en het administratief personeel van de hogescholen van het gesubsidieerd officieel onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 253;

Gelet op de aanvraag van de Centrale paritaire commissie van het gesubsidieerd officieel niet-universitair hoger onderwijs de beslissing van 30 augustus 2017 verbindend te laten verklaren;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De hierbij gevoegde de beslissing van de Centrale paritaire commissie voor het gesubsidieerd officieel niet-universitair hoger onderwijs van 30 augustus 2017 betreffende het kaderarbeidsreglement bestemd voor het bestuurs-, onderwijzend, opvoedend hulppersoneel en het administratief personeel van de hogescholen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, hierbij gevoegd, wordt verbindend verklaard.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 augustus 2017.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het hoger niet universitair onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 2019.

De Minister-president, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203414]

**2 MAI 2019. — Décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de logement (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Communauté germanophone, sur le territoire de la région de langue allemande, exerce toutes les compétences de la Région wallonne dans la matière du logement, visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le Parlement et le Gouvernement de la Communauté germanophone exercent les compétences de la Région wallonne qui se rapportent à la matière visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Un suivi spécifique des politiques menées dans la matière du logement est mis en place dans le cadre d'un accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone.

**Art. 2.** Les biens immeubles de la Société wallonne du Logement situés sur le territoire de la région de langue allemande, indispensables à l'exercice des compétences visées à l'article 1<sup>er</sup>, sont transférés, sans indemnité, à la Communauté germanophone.

Les conditions et les modalités de ce transfert sont fixées par arrêté du Gouvernement wallon, pris de l'avis conforme du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 2.

**Art. 3.** Le transfert de l'exercice de la matière visée à l'article 1<sup>er</sup> se réalise sans transfert de personnel.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Relativement au transfert de l'exercice de la compétence visée à l'article 1<sup>er</sup>, une dotation annuelle inscrite au budget de la Région wallonne dès l'année 2020 est octroyée à la Communauté germanophone.

§ 2. Le montant de base de la dotation annuelle visée au paragraphe 1<sup>er</sup> correspond à 4.389.755 euros.

§ 3. À partir de l'année budgétaire 2021, le montant attribué pour l'année budgétaire précédente est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée et à 55 % de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée conformément aux modalités visées à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

§ 4. La dotation est versée, au plus tard, le premier jour ouvrable ouvré du mois de mai de l'année concernée, soit le premier jour calendrier du mois de mai de l'année concernée à l'exclusion du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

§ 5. En cas de dépassement du terme fixé au paragraphe 4 et après notification de cette situation à la Région wallonne, la Communauté germanophone a le droit de contracter un emprunt auprès d'un organisme de crédit préalablement désigné de l'accord de la Région wallonne.

Cet emprunt bénéficie de plein droit de la garantie de la Région wallonne. Le régime financier de cet emprunt fait l'objet d'une convention générale préalablement conclue entre les Gouvernements et l'organisme de crédits concernés.

Le service financier de cet emprunt est directement à charge de la Région wallonne.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 6, la Communauté germanophone supporte la part réelle des charges financières en intérêt et en principal contractées par la Société wallonne du Logement en vue du financement des opérations immobilières des sociétés de logement de service public localisées dans la région de langue allemande.

§ 2. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone fixent conjointement les modalités d'application du présent article préalablement au transfert effectif de la compétence.

Tout remboursement anticipé ou restructuration de tout ou partie de la dette visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est subordonné à l'accord du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté germanophone sur leur modalité et le calcul de leur valeur actuelle.

**Art. 6.** La Communauté germanophone succède aux droits et obligations de la Région wallonne et de la Société wallonne du Logement relatifs à la matière visée à l'article 1<sup>er</sup>, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Toutefois, restent à charge de la Région wallonne les obligations dont le paiement ou l'exécution étaient exigibles avant les transferts de propriété des biens visés à l'article 2.

En cas de litige, la Région wallonne, la Société wallonne du Logement, la Société wallonne du Crédit social, le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, le Centre régional d'aide aux communes ou la Communauté germanophone peut, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

**Art. 7.** Jusqu'à une date à déterminer de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone, la Société wallonne du Logement, la Société wallonne du Crédit social, le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et le service désigné par le Gouvernement wallon qui a en charge le Logement remplissent, à titre transitoire et moyennant rétribution leurs missions sur le territoire de la région de langue allemande pour le compte de la Communauté germanophone.

**Art. 8.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour autant qu'un décret identique adopté par le Parlement de la Communauté germanophone entre également en vigueur à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1354 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203414]

**2. MAI 2019 — Dekret über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich des Wohnungswesens durch die Deutschsprachige Gemeinschaft (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übt im deutschen Sprachgebiet alle Zuständigkeiten der Wallonischen Region in der in Artikel 6 § 1 IV. des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheit Wohnungswesen aus.

Das Parlament und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft üben die Zuständigkeiten der Wallonischen Region aus, die sich auf den in Absatz 1 erwähnten Bereich beziehen.

Eine spezifische Weiterverfolgung der im Wohnungswesen geführten Politiken wird im Rahmen eines zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschlossenen Zusammenarbeitsabkommens eingeführt.

**Art. 2** - Die unbeweglichen Güter der "Société wallonne du Logement", die sich im deutschen Sprachgebiet befinden und die zur Ausübung der in Artikel 1 aufgeführten Zuständigkeit unerlässlich sind, werden ohne Entschädigung an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen.

Die Bedingungen und Modalitäten dieser Übertragung werden durch Erlass der Wallonischen Region nach gleichlautendem Gutachten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Die Übertragungen erfolgen von Rechts wegen. Sie können nach Inkrafttreten des in Absatz 2 erwähnten Erlasses ohne weitere Formalitäten Dritten entgegengehalten werden.

**Art. 3** - Die Übertragung der Ausübung der Angelegenheiten, auf die sich Artikel 1 bezieht, erfolgt ohne Übertragung von Personal.

**Art. 4** - § 1. Bezüglich der Übertragung der in Artikel 1 angeführten Angelegenheiten wird der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine ab dem Jahr 2020 im Haushalt der Wallonischen Region eingetragene jährliche Dotation gewährt.

§ 2. Der Grundbetrag der in § 1 erwähnten jährlichen Dotation entspricht einem Betrag von 4.389.755 Euro.

§ 3. Ab dem Haushaltsjahr 2021 wird der für das vorangegangene Haushaltsjahr zugewiesene Betrag jährlich gemäß den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex des betreffenden Haushaltsjahres und 55 % des realen Wachstums des Bruttoinlandprodukts des betreffenden Haushaltsjahres angeglichen.

§ 4 - Die jährliche Dotation wird spätestens am ersten Werktag des Monats Mai des jeweiligen Jahres überwiesen, also am ersten Kalendertag des Monats Mai des jeweiligen Jahres mit Ausnahme des Samstags, Sonntags und der gesetzlichen Feiertage.

§ 5. Falls die in § 4 festgelegte Frist überschritten wird, ist die Deutschsprachige Gemeinschaft berechtigt, nach Mitteilung dieses Sachverhalts an die Wallonische Region ein Darlehen bei einem vorher im Einverständnis mit der Wallonischen Region benannten Kreditinstitut aufzunehmen.

Diese Anleihe wird von Rechts wegen durch die Wallonische Region garantiert. Der Finanzmodus dieser Anleihe ist Gegenstand eines allgemeinen Vertrages, der vorher zwischen den Regierungen und dem betreffenden Kreditinstitut geschlossen wird.

Der Schuldendienst dieser Anleihe geht direkt zulasten der Wallonischen Region.

**Art. 5** - § 1. Unbeschadet des Artikels 6 trägt die Deutschsprachige Gemeinschaft den realen Anteil der durch die "Société wallonne du Logement" aufgenommenen finanziellen Verpflichtungen, sowohl Zinsen als auch Kapital, im Hinblick auf die Finanzierung von Bauvorhaben der im deutschen Sprachgebiet lokalisierten öffentlichen Wohnungsbauvereinigungen.

§ 2 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen gemeinsam vorab zur tatsächlichen Übertragung der Zuständigkeit die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels fest.

Jede vorzeitige Tilgung oder Restrukturierung der in § 1 genannten gesamten Schuld oder ihres Teils unterliegt dem Einverständnis der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Modalitäten und die Berechnung ihres aktuellen Werts.

**Art. 6** - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übernimmt die Rechte und Pflichten der Wallonischen Region und der "Société wallonne du Logement", die sich auf die in Artikel 1 erwähnte Angelegenheit beziehen, einschließlich der Rechte und Pflichten aus laufenden und künftigen Gerichtsverfahren.

Es bleiben jedoch zulasten der Wallonischen Region die Verpflichtungen, deren Zahlung oder Ausführung vor der Übertragung des Eigentums der in Artikel 2 erwähnten Güter einforderbar waren.

Im Streitfall kann die Wallonische Region, die "Société wallonne du Logement", die "Société wallonne du Crédit social", der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", das "Centre régional d'aide aux communes" oder die Deutschsprachige Gemeinschaft je nach Fall in den Rechtsstreit eingreifen oder die Behörde, die ihr Nachfolger ist bzw. deren Nachfolger sie ist, zum Rechtsstreit heranziehen.

**Art. 7** - Bis zu einem von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einvernehmen zu bestimmenden Datum erfüllen die "Société wallonne du Logement", die "Société wallonne du Crédit social", der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" und die Operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie übergangsweise und gegen Vergütung ihre Aufgaben im deutschen Sprachgebiet im Auftrag der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

**Art. 8** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2020 in Kraft, vorausgesetzt ein vom Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft verabschiedetes gleichlautendes Dekret tritt ebenfalls an diesem Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,  
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz und Vertreter der Großregion,

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1354 (2018-2019) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019.

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203414]

**2 MEI 2019. — Decreet betreffende de uitoefening, door de Duitstalige Gemeenschap, van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake huisvesting (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De Duitstalige Gemeenschap oefent op het grondgebied van het Duitse taalgebied alle bevoegdheden van het Waalse Gewest uit op het gebied van huisvesting, bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Het Parlement en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap oefenen de bevoegdheden van het Waalse Gewest uit die betrekking hebben op de aangelegenheid bedoeld in het eerste lid.

Het beleid gevoerd inzake huisvesting maakt het voorwerp uit van een specifieke opvolging in het kader van een samenwerkingsakkoord gesloten tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

**Art. 2.** De onroerende goederen van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gelegen op het grondgebied van het Duitse taalgebied, die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheden, worden zonder vergoeding overgedragen aan de Duitstalige Gemeenschap.

De voorwaarden en modaliteiten met betrekking tot deze overdracht worden vastgesteld bij besluit van de Waalse Regering, genomen met instemming van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

De overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Ze zijn zonder andere formaliteit inroepbaar tegen derden zodra het besluit bedoeld in het tweede lid in werking treedt.

**Art. 3.** De overdracht van de uitoefening van de aangelegenheid bedoeld in artikel 1 geschiedt zonder personeelsoverdracht.

**Art. 4. § 1.** Voor de overdracht van de aangelegenheid vermeld in artikel 1, wordt aan de Duitstalige Gemeenschap een vanaf 2020 op de begroting van het Waals Gewest ingeschreven jaarlijkse dotatie toegekend.

§ 2. Het basisbedrag van de jaarlijkse dotatie vermeld in paragraaf 1 stemt overeen met een bedrag van 4.389.755 euro.

§ 3. Vanaf het begrotingsjaar 2021 wordt het voor het vorige begrotingsjaar toegekende bedrag jaarlijks aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar, alsook aan 55 % van de reële groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar, op de wijze als bepaald in artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 4. De jaarlijkse dotatie wordt uiterlijk op de eerste werkdag van de maand mei van het betreffende jaar overgeschreven, namelijk de eerste kalenderdag van de maand mei van het betreffende jaar met uitzondering van een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag.

§ 5. Indien de in paragraaf 4 vastgelegde termijn overschreden wordt, heeft de Duitstalige Gemeenschap, na melding van dit feit aan het Waals Gewest, het recht om een lening op te nemen bij een kredietinstelling die voordien in overleg met het Waals Gewest is aangeduid.

Die lening wordt van rechtswege door het Waals Gewest gewaarborgd. De financiële modaliteiten van die lening maken het voorwerp uit van een algemene overeenkomst die op voorhand tussen de Regeringen en de betrokken kredietinstelling afgesloten wordt.

De financiële dienst van die lening wordt rechtstreeks gedragen door het Waals Gewest.

**Art. 5.** § 1. Onverminderd artikel 6 neemt de Duitstalige Gemeenschap het werkelijke deel van de financiële verplichtingen in rente en in hoofdsom op zich die de 'Société wallonne du Logement' heeft aangegaan met het oog op de financiering van de vastgoedverrichtingen van de openbare huisvestingsmaatschappijen die in het Duitse taalgebied gevestigd zijn.

§ 2. Voordat de bevoegdheid effectief overgedragen wordt, bepalen de Waalse Regering en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap samen de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel.

Elke vervroegde terugbetaling of herstructurering van het geheel of een deel van de schuld bedoeld in paragraaf 1 is onderworpen aan de instemming van de Waalse Regering en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap omtrent de modaliteiten ervan en omtrent de berekening van de actuele waarde ervan.

**Art. 6.** De rechten en plichten van het Waals Gewest en van de 'Société wallonne du Logement' betreffende de aangelegenheid bedoeld in artikel 1, met inbegrip van de rechten en plichten die voortvloeien uit lopende en toekomstige rechtsprocedures, worden overgenomen door de Duitstalige Gemeenschap.

De verplichtingen waarvan de betaling of de uitvoering opeisbaar was vóór de eigendomsoverdracht van de goederen bedoeld in artikel 2, blijven evenwel ten laste van het Waals Gewest.

In geval van geschil kan, naargelang van het geval, het Waals Gewest, de 'Société wallonne du Logement' (Waalse Huisvestingsmaatschappij), de 'Société wallonne du crédit social' (Waalse Sociale Kredietmaatschappij), het 'Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie' (Huisvestingsfonds kroostrijke gezinnen van Wallonië), het 'Centre régional d'aide aux communes' (Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten) of de Duitstalige Gemeenschap in het geding tussenkomen of de overheid die zijn/haar rechtsopvolger of rechtsvoorganger is, in het geding roepen.

**Art. 7.** Tot een datum die door de Waalse Regering en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap in onderlinge overeenstemming wordt bepaald, vervullen de 'Société wallonne du Logement', de 'Société wallonne du Crédit social', het 'Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie' en de door de Waalse Regering aangewezen dienst belast met Huisvesting, bij wijze van overgangsregeling en tegen betaling, hun taken op het grondgebied van het Duitse taalgebied in opdracht van de Duitstalige Gemeenschap.

**Art. 8.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2020, voor zover een eensluidend decreet aangenomen door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap ook op die datum in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1354 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.